

Municipales

Une charte environnementale soumise à toutes les villes

En 12 points clés, le pacte rédigé par l'ENE, regroupement de 54 associations du département, veut rappeler aux candidats des municipales, les enjeux de l'environnement.

Faire respecter les lois Grenelle et la Charte de l'environnement. D'ici quelques jours, l'ensemble des candidats aux municipales 2014 vont recevoir une charte environnementale, rédigée par Essonne Nature Environnement (ENE).

Cette fédération départementale, créée il y a quarante ans et qui rassemble aujourd'hui 54 associations régies par la loi de 1901, de protection et d'éducation à la nature et à l'environnement, de défense des personnes et des usagers, a transmis ce week-end le document à tous ses adhérents, soit près de 4 000 au total en Essonne. « Pour l'instant, on entend peu parler des questions environnementales dans les program-

mes des différents candidats. Nous avons écrit ce pacte environnemental de deux pages pour les réveiller sur la question et leur donner des idées », explique Denis Mazodier, président d'ENE.

“Les communes doivent s'engager à mettre en place des agendas 21 locaux”

Denis Mazodier, d'Essonne Nature Environnement (ENE)

La Fédération a retenu douze points « tout aussi importants les uns que les autres ». « A comme Agenda 21, explique Denis Mazodier.

Les communes doivent s'engager à mettre en place des agendas 21 locaux. Pour l'instant, seule une vingtaine de communes (NDLR : sur 196) ont mis le pied à l'étrier. B comme biodiversité. Les villes doivent prendre conscience de la biodiversité de leur territoire à travers la mise en place d'atlas de la biodiversité communale (ABC) et la favoriser sur les voiries communales. Mais aussi mettre leurs documents d'urbanisme en cohérence avec schéma régional de cohérence écologique (SRCE).

Habilitéte par arrêté préfectoral à participer au débat sur l'environnement, l'ENE siège dans près d'une soixantaine de commissions départementales par an. Elle y lutte contre

les pollutions et nuisances de tout ordre et veille à une transparence dans la gestion publique des questions environnementales. Dans sa charte, elle promeut notamment une meilleure concertation entre les communes, la réduction des déchets à la source pour les services municipaux, la protection des ressources en eau mais aussi des terres agricoles ou encore favoriser le recours à des moyens de transport non polluants, etc.

« Ce pacte n'est en aucun cas un document politique pour appuyer tel ou tel candidat, précise Denis Mazodier. Il a été rédigé pour rappeler aux élus les enjeux environnementaux sur toutes nos communes ».

CÉDRIC SAINT-DENIS

ÉCHOS DE CAMPAGNE

A Athis, le Parti de gauche s'affranchit du PS

Ce sera une liste et un programme « participatifs ». A Athis-Mons, le maire (DVG) sortant François Garcia ne naviguera pas seul à gauche. Un second candidat pour les municipales vient de se déclarer. Damien Calvignac, 26 ans, mènera une liste Parti de gauche, soutenue par Jean-Luc Mélenchon. Cet agent de la fonction publique de l'agglomération voisine, à Viry-Châtillon, veut s'inspirer de la règle publique d'eau mise en place sur cette ville pour faire de même, s'il est élu, à Athis. « La restauration et le rétablissement du service public à Athis sera au cœur de notre programme. Avec l'eau, mais aussi en termes de restauration collective. Nous voulons une plate-forme publique pour la restauration dans les écoles et les maisons de retraite », explique celui qui veut miser sur « la démocratie locale ». Son programme sera élaboré avec l'aide des citoyens. « Et la liste est toujours ouverte. Des citoyens peuvent encore nous rejoindre », explique le jeune homme, qui fut candidat aux régionales en Lorraine.

Chilly: Maltrud change de camp

La déception était trop grande. En désaccord profond depuis des mois avec Jean-Paul Beneytout, le candidat investi par l'UMP sur Chilly-Mazarin pour les élections des 23 et 30 mars prochains, Hervé-Pierre Maltrud, conseiller municipal d'opposition à Avenir à Chilly, a choisi de rejoindre Chilly Citoyen solidaire. Ce groupe qui se dit « indépendant des partis », est présidé par Henri Fiori, ancien premier adjoint de Gérard Funès (PS). L'homme a claqué la porte du PS en octobre 2012 après la désignation de Rafika Rezgui pour succéder à Gérard Funès à la tête de la commune. Le prochain conseil municipal, qui se tiendra jeudi soir (21 heures), va officialiser ce bouleversement dans le paysage politique local.

VOS CONTACTS Le Parisien

Édition de l'Essonne, 60, allée des Champs-Elysées, 91042 Evry Cedex. Tél. 01.69.47.91.91.

Rédaction : Grégory Plouviez (chef d'édition), Aurélie Foulon (adjointe), Cédric Saint-Denis (adjoint), Cécile Chevallier, Laurent Degrad, Marie D'Ornellas, Isoline Fontaine, Julien Heyligen, Florian Loisy, Florence Mérés, Sébastien Morelli. Abonnements : 0811.875.656.

Publicité : Céline Duplemire 01.69.47.91.92. Service emploi : 01.40.10.52.70 (fax 60.40). Carnet : 01.40.10.52.45 (fax 52.35).

Annonces Légales : 25, avenue Michelet, 93048 St-Ouen Cedex, 01.40.10.51.51.

edition91@leparisien.presse.fr

EN PARTENARIAT AVEC



Corbeil: quatre candidats ont débattu



Jean-Pierre Bechter (UMP), maire sortant. (DR)



Carlos Da Silva, député PS. (DR)



Bruno Piriou (PCF), conseiller municipal. (DR)



Martine Soavi, militante exclue du PS pour avoir monté une liste indépendante. (DR)

Beaucoup de piques et peu d'annonces concrètes. Ce samedi, des candidats aux élections à Corbeil-Essonnes — le maire sortant Jean-Pierre Bechter (UMP), le député Carlos Da Silva (PS), le conseiller municipal Bruno Piriou (PCF) et la militante associative exclue du PS pour avoir monté une liste indépendante, Martine Soavi — ont débattu sur BFM Business, en partenariat avec Le Parisien.

Au programme : cinq thèmes polémiques.

■ **Affaires judiciaires.** Difficile de ne pas en parler alors que Jean-Pierre Bechter annonçait sa candidature au lendemain de sa mise en examen le 17 janvier pour « recel du produit d'infractions d'achats de votes ». Un handicap ? « Pas du tout, répond-il. Je suis serein. Je ne suis pas le seul maire mis en examen, je suis présumé innocent et je suis innocent. La justice fait son travail ». Carlos Da Silva regrette que « la campagne débute dans un climat compliqué. Il ne faut pas un débat judiciaire mais politique ». Plus virulent, il reprend : « Il faut que vous laissiez Corbeil tran-

quille. Vous n'êtes pas de cette ville, vous êtes là pour des calculs politiques. Partez ! »

Bruno Piriou évoque « un système clientéliste de dons d'argent » qui a « empoisonné la ville ». Martine Soavi refuse de faire sa campagne dessus mais souligne « l'inquiétude manifeste de la population » à qui il faut donner de « l'espoir » en « proposant d'autres choses ».

■ **L'économie.** Jean-Pierre Bechter énumère les 1 500 actifs supplémentaires sur l'agglomération, la construction du parc d'activités des Haies Blanches avec 2 000 emplois à terme, les contrats d'emploi avec la Sncema, le développement de Marques Avenue, le sauvetage d'Altis. Pour combien de temps ? s'interrogent les opposants. Martine Soavi englobe l'emploi dans un ensemble : de meilleurs transports, un Grand Paris qui ne s'arrête pas aux portes de Corbeil, plus de sécurité. Meilleur trafic sur le RER D, du commerce de proximité, un vrai service public, des aides de l'Etat pour les petites entreprises, autant de combats pour Bruno Piriou. Carlos Da Silva juge que le redressement de Corbeil se fera par

« le changement d'image de cette ville ».

■ **Sécurité.** 100 caméras et une baisse de 12 % de la délinquance en 2013, rappelle le maire. « Il veut s'attribuer des bilans, s'empare Carlos Da Silva, qui évoque les bons chiffres sur les Tarterêts depuis que la cité a été classée zone de sécurité prioritaire. Ce n'est pas l'action de Jean-Pierre Bechter mais de la ZSP, mise en place par le ministre de l'Intérieur et soutenue par moi ». Martine Soavi estime que le sentiment d'insécurité est « lié à un urbanisme massif » et assure que certaines caméras ne fonctionnent pas. Bruno Piriou propose plus de policiers nationaux et un nouveau commissariat en centre-ville.

■ **L'hôpital géant.** Au cœur de la polémique : le partenariat public privé (PPP) qui impose pendant trente ans de payer au constructeur, Eiffage, un loyer qui est passé de 38 M€ en 2011 à 46 M€ en 2013. Tous sont d'accord pour en sortir. « Je regrette que Manuel Valls et Serge Dassault aient voté pour le PPP », lance Bruno Piriou. « Ceux qui vont en sortir, c'est le gouvernement de François Hollande

et de Jean-Marc Ayrault », s'énervé le député. « Nous avons besoin d'une véritable offre de soins » dans toute la ville, suggère Martine Soavi. Jean-Pierre Bechter martèle que l'hôpital est un « véritable succès » et que sans ce montage financier, il n'aurait jamais vu le jour.

■ **Fiscalité.** Le credo du maire n'a pas changé. Pas d'augmentation d'impôts locaux depuis son élection et aucune jusqu'en 2020. « En 2001, Serge Dassault disait la même chose. En avril, il les augmentait de 19 % », tacle Carlos Da Silva. « Impossible de les augmenter car ils sont déjà chers à Corbeil avec un taux d'endettement à 2 220€ par habitant », insiste Bruno Piriou. « Si on peut, on ne les augmentera pas. Mais je ne sais pas ce qu'il y a dans les caisses de la ville. Notre programme se fait en quatre périodes. Je ne peux pas dire que je ne les augmenterai pas jusqu'en 2020 », annonce Martine Soavi.

MARIE D'ORNELLAS

www.leparisien.fr/91

> VIDÉOS

Des extraits du débat